**Termes de Référence (TdR)**

**Etude sur le financement de l'éducation au Maroc**

1. ***Contexte et objet de la mission***

Cette expertise s’inscrit dans le cadre des activités du forum des alternatives Maroc et la coalition Marocaine de l’éducation pour tous

Le projet vise à la mobilisation des efforts tendus vers la réalisation d’une éducation universelle ,gratuite ,équitable et de qualité au profit de tous ,elle s’emploie à défendre le droit à l’éducation et l’école publique .

Conscient de l’importance de la qualité de l’éducation, du primaire au supérieur, détermine la qualité du développement humain, de la démocratie et de la croissance économique. En d’autres termes, du bien-être présent et futur des populations.

En effet, si pour l’immense majorité des personnes, l’éducation se résume d’abord par apprendre à lire, à écrire et à compter, puis plus tard par obtenir un diplôme. Il faut être conscient que les enjeux de l’éducation vont bien au-delà, et que cette éducation, qui détermine la qualité du capital humain d’une nation, détermine du même coup, ni plus ni moins que son émergence et sa croissance économique, et les exemples ne manquent pas dans le monde.

Une année de scolarisation supplémentaire et c’est 10 % d’augmentation des revenus d’une personne et surtout 1% de PIB annuel de gagné si cette action est généralisée.

Dans la majorité des pays, l’éducation bénéficie d’un financement de l’état, des collectivités territoriales, des ménages et du secteur privé. Les contributions des uns et des autres sont par contre variables d’un pays à l’autre.
Les études ont montré que les meilleurs modèles d’écoles performantes à travers le monde sont ceux des écoles dont la gestion et le fonctionnement sont totalement dévolus à la commune, du fait de sa proximité et de son immersion dans le contexte environnemental de l’école, ce qui lui permet de contribuer directement et efficacement à la réussite de son projet, que ce soit en matière de transport scolaire, de vie scolaire, de cantine, d’activités parascolaires etc...

Globalement, on peut dire qu’en consacrant 6 à 7 % de leur richesse nationale à l’éducation, les pays développés de l’OCDE parviennent à assurer pour leurs jeunes une moyenne de 15 années de scolarisation de bonne qualité.

A l’inverse, dans les pays en développement, où la démographie galopante accroît lourdement les besoins, et la faiblesse de la base fiscale limite les ressources financières publiques, le financement de l’éducation se trouve impacté.

Au Maroc, le financement de l’éducation est très majoritairement fourni par l’état...Celui-ci lui alloue 22% de son budget soit 7% de son PIB national.
Et je m’arrête là un instant pour dire qu’il faut définitivement en finir avec ce préjugé qui a vraiment la dent dure et qui accuse notre ministère d’être budgétivore: l’argent que lui alloue l’état n’en assure que le fonctionnement de base, et ne laisserait au final à notre ministère qu’une très faible marge de manœuvre pour mener à bien ses réformes et améliorer la qualité du système éducatif.

En effet : 89% de ce budget sont consacrés à la masse salariale, ce qui ne laisse au ministère que 11 % de ce qu’il reçoit pour gérer tout ce qui est chantier pédagogique, accès à la scolarisation (construction, réhabilitation), équipement, digitalisation, la formation des enseignants et une partie de l’appui social destiné aux enfants issus de familles à revenus modestes.
La réalité du terrain est donc là : le ministère ne dispose que de très peu de disponibilité et de flexibilité financière pour réformer et innover.

D’ailleurs, dans le financement global de l’éducation, la part qui est assurée par l’état, à laquelle on reproche à tort d’être trop élevée, reste beaucoup plus faible que dans la majorité des pays de l’OCDE : elle représente 68 % du financement global de l’éducation, alors que la moyenne OCDE est de 83,5 %, allant jusqu’à 96% pour la Finlande.

Par contre, la part du financement assurée par les ménages, estimée à 30%, reste quant à elle trop élevée car deux fois plus importante que la moyenne OCDE qui est autour de 16%, ce qui, vous vous en doutez, affecte lourdement le budget des ménages marocains, particulièrement ceux de la classe moyenne.

Enfin, on ne peut nier que dans cet écosystème des contributeurs nationaux au secteur de l’éducation nationale, la place des collectivités territoriales est toujours restée, jusqu’à ces dernières années, relativement marginale, et c’est là un véritable manque à gagner pour nous quand on sait que la moyenne OCDE de contribution de ces collectivités au financement de l’éducation est de 66%. Mieux encore, dans les pays asiatiques à la réussite exemplaire en matière d’éducation, les collectivités locales prennent en charge plus de 99.3% du budget de l’enseignement primaire et secondaire.

1. ***Objectifs de la consultation :***

Faire une étude sur l’état des lieux du système d’enseignement au Maroc, notamment en terme de son financement que ce soit par les deniers publics au par la participation des citoyens.

1. ***Résultats escomptés :***
	* Définitions des composantes du système éducatif au Maroc,
	* Faire un Etat des lieux de la mise en œuvre de la réforme de la loi cadre,
	* Présenter et analyser les modes du financement du système de l’enseignement au Maroc
	* Coanimer avec le commanditaire le débat autour des résultats de l’Etude,
	* Participer à la consolidation des conclusions et actes desdits débats,

1. ***Tâches :***

Dans le cadre de notre compréhension de l’objectif de la consultation mentionnée ci-haut, tâches seraient :

* Rédiger la note de cadrage de l’étude
* Faire une étude documentaire
* Animer des séances de débat avec les acteurs concernés
* Rédiger le rapport final de l’étude
* Assister à la programmation scientifique des évènements à organiser sur les résultats de l’étude ;
1. ***Livrables et offre Financière :***

Nous proposons une durée globale de 1 mois pour cette consultation ainsi qu’un volume global de 30 jours/Hommes

Les tâches à remplir par l’experte peuvent être réparties selon le tableau suivant :

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| Tâches | Livrables | Volume de travail en jours expert | Propositions d'honoraires |
| Rédiger la note de cadrage de l'étude | - Note conceptuelle- Planning prévisionnel | 6 jours/HE |  |
| Étude documentaire | - Bibliographie | 6  jours/HE |  |
| 1er draft de l’étude | -Support pour animer les débats | 4  jours/HE |  |
| Animer des séances de débat avec les acteurs concernés | -Animation des visioconférences à programmer par le commanditaire | 6 jours/HE |  |
| Rédiger le rapport final de l'étude | - État des lieux et diagnostic- Synthèse et remontées des débats-Pistes d'amélioration et recommandations | 8  jours/HE |  |
| TOTAUX | 30 jours/HE |  |

1. ***Période de la consultation :***

La durée de la consultation est Du 15 juin2022 au 15 juillet 2022,

Les CVs devront être envoyées par mail à l’adresse suivante :**fmascourrier@gmail.com ,avant le 05 juin 2022**